

**Annexe 12**

Antigua-et-Barbuda

Déclaration liminaire à la 26<sup>e</sup> Conférence des parties à la Convention-cadre  
des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26)



ALLIANCE DES PETITS ÉTATS INSULAIRES

## RÉUNION AU SOMMET DES DIRIGEANTS MONDIAUX À LA COP26 en 2021

Déclaration faite par M. Gaston Browne, Premier Ministre d'Antigua-et-Barbuda  
et Président de l'Alliance des petits États insulaires

1<sup>er</sup> novembre 2021

Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

Je prends la parole au nom de l'Alliance des petits États insulaires.

Et je voudrais avant tout remercier le Gouvernement britannique d'avoir bien voulu accueillir cette importante Réunion au Sommet des dirigeants mondiaux dont on attend beaucoup.

Les petits États insulaires en développement viennent à cette rencontre préoccupés de voir le monde vaciller dangereusement au bord du précipice d'une catastrophe climatique s'il allait au-delà de l'objectif de 1,5 degré C, catastrophe qui emporterait des conséquences funestes pour tous, et, singulièrement, pour les petits États insulaires en développement.

On peut mesurer les effets d'une telle catastrophe aux événements climatiques dévastateurs de plus en plus fréquents venus emporter des vies humaines et des moyens d'existence.

La différence entre les petits États insulaires en développement et les pays industrialisés se mesure à la capacité de riposte des uns comparée à celle des autres.

Une seule tempête peut, en l'espace de quelques heures, détruire l'économie et les infrastructures de tout un petit État insulaire en développement dépourvu des moyens financiers et autres nécessaires pour se relever et se reconstruire.

Chers collègues, telle est maintenant la croix que doivent porter les petits États insulaires en développement, sans qu'il y ait eu faute de leur part.

Cette situation est venue entamer notre aptitude à planifier en toute assurance notre développement économique et social.

Chers collègues, qu'il me soit permis de rappeler que les petits États insulaires en développement sont responsables de moins de 1 % des émissions de gaz à effet de serre et des changements climatiques.

Nos pays qui sont les moins responsables des dommages causés à l'environnement mondial en supportent pourtant le plus lourdement le coût.

Rappelons-nous de la formule d'Aristote : « les plus grandes injustices sont le fait de ceux qui recherchent la démesure ».

Assurément, le temps est venu de mettre fin à tous excès et injustices.

Chers collègues, la mobilisation de financements climat aux fins d'actions d'adaptation et d'atténuation, qui est malheureusement loin de répondre aux attentes, doit s'améliorer sensiblement pour que justice soit faite.

L'Alliance engage la présente COP à s'arrêter spécialement sur la problématique des pertes et dommages, question *sui generis*, non accessoire à la problématique de l'adaptation.

Ces pertes et dommages perdurent depuis des lustres, les gouvernements des pires pollueurs s'étant trop longtemps désintéressés de la question de leur réparation.

En l'absence de tout mécanisme formel de réparation de pertes et dommages, des États Membres de l'ONU pourraient ne pas hésiter à se pourvoir devant toutes instances internationales compétentes.

Nous espérons que nul ne se verrait contraint de se porter à cette extrémité, mais force nous est d'exiger que l'on s'intéresse sans tarder à la situation périlleuse que nous vivons : Il y va de notre survie même.

Chers collègues, comme chacun le sait, les pays développés n'ont pas tenu la promesse qu'ils ont faite voici 12 ans de mobiliser 100 milliards de dollars de fonds climat par an pour permettre de faire face aux effets des changements climatiques.

Les pays membres du G20 ont au contraire, depuis l'adoption de l'Accord de Paris, accordé une aide de plus de 3 000 milliards de dollars des États-Unis à l'industrie des combustibles fossiles, y compris sous forme de subventions exorbitantes, dégageant uniquement une maigre enveloppe de deux milliards de dollars des États-Unis par an au titre des fonds climat des Nations Unies.

On sait également que l'OCDE a confirmé que l'enveloppe de fonds climat allouée aux petits États insulaires en développement s'est contractée de plus de 600 millions de dollars entre 2018 et 2019.

Chers collègues,

Convenons tous que c'est là un recul.

Pire encore, ces financements mis à disposition sont assortis de conditionnalités, dont le critère irréflecti et injustifié du revenu par habitant.

Les financements climat ne doivent pas être lestés de telles conditionnalités et tout petit État insulaire en développement doit pouvoir y prétendre en considération de sa vulnérabilité.

Chers collègues,

Étant donné les considérations sus-évoquées, cette COP26 doit être un moment véritablement décisif pour les petits États insulaires et les États côtiers de faible altitude.

Nous vivons la dernière décennie où le monde peut encore prévenir les pires effets du réchauffement climatique, et la COP26 nous offre la dernière chance de tenir le pari des engagements et actions ambitieux arrêtés, la finalité étant de nous épargner des conséquences funestes.

Ne manquons pas ce rendez-vous décisif, je vous en prie.

La COP26 doit être l'occasion d'honorer les engagements souscrits de réduire les émissions, le but étant de maintenir la température en-dessous de 1,5 degré C ; d'éliminer les subventions accordées aux combustibles fossiles ; d'accroître les financements au titre des politiques d'adaptation et d'atténuation et d'instituer un mécanisme de réparation de pertes et dommages, et ce, en faisant preuve de solidarité mondiale, le but étant de sauver notre planète et la civilisation humaine.

Nous avons du pain sur la planche. Le temps nous est compté. Sur nous est fixé le regard de nos enfants.

